Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 96

p.a.f. 0,80 € - novembre 2019

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Un système qui sème la misère et l'oppression, récolte la révolte !

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Miracle electrofric

Le Vatican a lancé en Italie un chapelet connecté. C'est « le meilleur de la tradition de l'Église avec le meilleur de la technologie », prétendent ses initiateurs afin, disent-ils, de séduire les jeunes. Voilà donc des idées vieilles de 2000 ans véhiculées par la technique d'aujourd'hui.

Cette petite merveille, fabriquée à Taïwan, coûte 99 euros. Les voies de celui que les chrétiens nomment leur seigneur, pour être impénétrables, n'en sont donc pas moins désormais connectées.

L'Église ainsi que le fabricant ont ainsi trouvé un nouveau moyen d'enrichissement. Et pas seulement spirituel..

Où se trouve le pognon…

L'industrie du luxe et la fortune de ses actionnaires atteignent des sommets. La valeur en bourse du groupe LVMH a augmenté de 50% en 2019 et vient de dépasser les 200 milliards d'euros. Du coup, la fortune personnelle de Bernard Arnault, son principal actionnaire, a bondi de 30 milliards depuis janvier. Elle approche les 100 milliards. En 2019, sans rien faire, Arnault a gagné 100 millions chaque jour, soit le SMIC chaque seconde même en dormant.



Il est le digne représentant de cette classe qui s'enrichit sans limite grâce à l'exploitation de ses employés. Exproprier ces grandes fortunes est le seul avenir possible.!

Beurc



Le bureau européen des consommateurs Beuc déplore la baisse des contrôles alimentaires et la baisse des moyens alloués par les gouvernements pour les faire. En Belgique, la dotation de l'Afsca (l'agence fédérale pour la sécurité de la chaine alimentaire) est passée de 113 millions d'euros en 2009 à 85 millions en 2017, une diminution de près de 25% en 8 ans !

Sous la pression de la course aux profits, les scandales alimentaires n'ont pourtant pas manqué. Mais il faut croire qu'aux yeux des gouvernements, le profit compte plus que la santé de la population.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskyste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons**, sans autre mention

Mail: **contact@lutte-ouvriere.be**,

Tel: **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be
et sur facebook:
LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal : 10 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € / 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Un système qui sème la misère et l'oppression, récolte la révolte !

Le gouvernement chilien a annoncé l'annulation de la COP 25, la conférence internationale sur le climat qui devait se tenir début décembre, en raison des manifestations massives de la population contre la dégradation de ses conditions de vie.

Ces conférences ne sont que des mises en scène où les gouvernements de la planète dissimulent leurs divisions et leur impuissance devant les enjeux climatiques sous de beaux discours. Mais cette fois, c'est la population, ce sont les travailleurs qui ne peuvent se payer le luxe de jouer la comédie qui ont imposé leur agenda.

La révolte populaire a éclaté à partir d'une protestation de la jeunesse étudiante contre une hausse du ticket de métro à Santiago ! Elle s'est propagée comme une trainée de poudre à l'ensemble du pays dans des manifestations où s'exprime la colère devant les difficultés croissantes à satisfaire les besoins de base, se nourrir, se loger, étudier, se soigner, prendre les transports en commun. Dans un pays où 1% de la population accapare 26 % de la richesse nationale.

Le président chilien Pinera, lui-même milliardaire, a d'abord reculé en annulant les hausses, puis a tenté d'étouffer cette contestation en décrétant l'état d'urgence et en faisant sortir l'armée. Mais, au pays de l'ancien dictateur Pinochet, où la population sait de quoi l'armée est capable pour protéger les privilèges des plus riches, cela n'a pas empêché les manifestations de continuer. Le président Piniera a dû renoncer à l'état d'urgence et tente à présent de calmer la protestation en promettant une hausse des petites pensions.

Et le Chili est loin d'être le seul pays où la révolte de la population commence à s'exprimer. Équateur, Bolivie, Liban, Irak, Algérie, Soudan, Hong Kong… Tous ces pays sont le théâtre de manifestations massives.

Au Liban, les manifestations ont démarré il y a deux semaines, en réaction à un projet de taxe sur les communications téléphoniques gratuites de WhatsApp. Dans ce pays où la population est divisée selon les appartenances religieuses, selon le principe hérité du colonialisme « diviser pour mieux régner », les manifestants se mélangent à présent dans une même colère, quells que soit leur religion.

En Algérie où les manifestations hebdomadaires se poursuivent depuis 37 semaines, cela a commencé avec la candidature du président grabataire Bouteflika pour un 5ème mandat. Mais depuis longtemps, il s'agit de bien plus que de changer simplement la tête du dictateur déteste. « Système dégage » scandent les manifestants face aux généraux dirigeants qui ont tenté de les amadouer avec des élections bidon, suivi de menaces et d'arrestations, mais tout est resté sans effet jusqu'à présent sur la détermination des manifestants.

Le discrédit des gouvernants est dû en fait à leur soumission au capitalisme. Au Liban, où 7 milliardaires possèdent plus que 50% de la population, le gouvernement Hariri tentait de lever des taxes pour obéir aux financiers internationaux, représentés par le FMI. En Algérie, les dirigeants corrompus du FLN et de l'armée adoptent des lois pour privatiser les ressources de gaz et de pétrole au profit des groupes pétroliers européens et américains. Au Chili, la population est exaspérée par les conséquences de la privatisation de l'enseignement, de la santé, des transports... au profit des entreprises.

L'avenir de ces mouvements est incertain dans tous ces pays. Mais une chose est sure : un système qui sème autant de misère et d'exploitation, ne peut que récolter la révolte. Et ces révoltes ne sont que le début !

L'actualité rappelle que l'humanité n'est pas menacée que par le réchauffement du climat, la pollution, la destruction de l'environnement. De nouveaux krachs financiers, de nouvelles crises, de nouvelles guerres risquent d'être engendrés par ce système basé sur la concurrence effrénée, l'anarchie de l'économie et l'exploitation des travailleurs. Tous ces problèmes sont liés.

Il ne suffira pas de faire tomber des gouvernements remplacés aussitôt par des nouveaux, tout aussi dévoués aux intérêts de la classe capitaliste. C'est le capitalisme lui-même qu'il faut renverser. La force sociale qui en est capable existe, c'est celle des travailleurs quand ils prennent conscience et s'organisent. Ce sont les travailleurs – ouvriers, employés, enseignants, techniciens et ingénieurs, dans l'industrie, la santé et le commerce – qui font déjà tout fonctionner aujourd'hui. Le travail de cette classe est à la base de toute la richesse de la société.

Le véritable enjeu pour l'avenir de l'humanité est que la classe ouvrière trouve la conscience et l'organisation nécessaires pour prendre elle-même les commandes de cette société qu'elle fait déjà fonctionner !

Il faut augmenter les salaires, pensions et allocations

Le patronat accuse la FGTB d'empêcher une augmentation du salaire minimum ! Parce que le bon patronat aurait à cœur le sort du million de travailleurs qui triment au salaire minimum ?!

« L'augmentation » dont il s'agit serait de 1,1% du salaire minimum, actuellement à 1 593,81 € brut, soit 17,50 € par mois ! Le patronat se dit prêt à une augmentation de 56 € par mois (3,5%)…compensée par de nouvelles baisses des cotisations sociales patronales ! C'est-à-dire une augmentation… à condition qu'elle ne lui coûte rien ! En fait le patronat veut l'accord des syndicats pour piller encore un peu plus la sécurité sociale !

C'est un marché de dupes où le patronat propose un « je te prends » pour deux « tu me donnes », avec le mépris en prime. Il mérite plus que de dire NON. Il mérite une mobilisation large des travailleurs qui se donnent les moyens d'imposer des hausses importantes de tous les salaires, pensions et allocations, qu'on peut financer en baissant les dividendes !



G...

La FGTB n'a pas accepté « l'augmentation » de 0,10 €/heure du salaire minimum que proposaient les négociateurs patronaux, une véritable insulte en effet. Du coup, elle annonce des « actions de désobéissance civile » pour imposer un salaire minimum de 14 €.

Il est clair que les salaires doivent augmenter, et pas seulement le salaire minimum, mais tous les salaires, pensions et allocations ! Mais est-ce que les dirigeants syndicaux auraient oublié le moyen d'action le plus efficace que possèdent ceux qui produisent les richesses ? Une petite aide : ça commence avec la lettre G et ça finit sur rêve.

Les travailleurs de la santé en lutte



Depuis des mois, cela bouillonne dans le secteur de la santé. Les travailleuses et travailleurs de la santé enchaînent des actions comme les mardis des blouses blanches, des assemblées générales et des grèves dans certains hôpitaux. La journée d'action du 24 octobre a été bien suivie dans nombre d'hôpitaux du secteur privé à Bruxelles et en Wallonie, de même que la journée de grève des hôpitaux du CPAS à Bruxelles.

Les travailleurs n'en peuvent plus de la surcharge de travail, de la déshumanisation, du gel des salaires et de la non-considération. Ils veulent des embauches, des augmentations des salaires, ne plus traiter le malades à la chaine, le refinancement de la santé…

En organisant des assemblées générales, certains essayent de mettre en place une organisation pour surmonter les divisions entre les différents métiers et catégories de l'hôpital, des infirmières aux personnel du nettoyage, et de décider eux-mêmes de leurs revendications et des moyens d'action.

S'organiser, étendre le mouvement, ce n'est pas facile, surtout dans un secteur où faire grève n'est pas évident. Les militants du mouvement se heurtent à bien des obstacles. Mais accepter la logique du fric dans leur travail, n'est plus possible.

Derrière les revendications salariales et des embauches des travailleurs de la santé, il y a toute cette société où le profit compte plus que l'être humain, qui est remis en question.

La lutte des travailleurs de la santé est celle de tous les travailleurs !

La loi du plus fort

Le PTB a demandé au Parlement fédéral de voter un budget d'urgence de 67 millions d'euros pour l'embauche de personnel infirmier d'ici la fin de l'année.

Ce n'est qu'une goutte comparée aux budgets militaires par exemple ou aux intérêts payés aux banques. Mais le gouvernement a crié au risque de shutdown, comme aux USA où les travailleurs du secteur public n'étaient pas payés pendant plusieurs semaines. Puis, il a finalement accepté cette loi… tout en annonçant qu'elle « est inapplicable pour des raisons techniques ».

Oui vraiment, il va falloir que les travailleurs se groupent, s'organisent et deviennent une force pour imposer leurs revendications.

Echos des bulletins d'entreprise: Audi - Forest

Leur flexibilité et la nôtre

Les 3 samedis à l'usine jusqu'à la fin de l'année sont devenus 5. La direction appelle ça « flexibilité ». Nos enfants, compagnes/compagnons et ami.e.s, eux, trouvent ça plutôt raide !

Pauses Royco

Maintenant les deux petites pauses se prennent individuellement. Mais une pause pendant que la chaine continue à tourner et les copains à bosser, c'est aussi mauvais que d'avaler seul dans son coin une soupe instantanée, préparée à l'eau chaude du robinet des toilettes.
Ça donne carrément envie de ne pas reprendre le travail.

Les éco-chèques, quel beau cadeau !

Pour faire passer la pilule des samedis, la direction promet des éco-chèques d'une valeur de 250 €. Et que peut-on acheter avec ? Des vélos, du matériel de bricolage et de jardinage, des escapades touristiques « bio », des transats… Tout ce qu'il faut pour un beau samedi loin de l'usine !
Sauf les transats peut-être. Ils pourraient servir pour la prochaine pause collective…

4 anneaux, pas 5

Plus vite, plus vite, plus vite… pour arriver à 140, 145, 150 voitures par jour, faire tel travail en 59, 58, 57,5 secondes …
On dirait un camp d'entrainement d'athlètes de haut niveau. Sauf que les seuls qui gagnent de l'or ici, sont les actionnaires. Et eux ne courent jamais.

21 octobre 2019



Audi cherche exploité parfait

Ce mois-ci, 27 intérimaires ont été évalués bons pour être jetés dehors. Ils ont eu le tort d'avoir été malade, pas assez souriant le samedi, une fois en retard, d'avoir fait une erreur, ou de ne pas plaire au chef...
Bref, chez Audi, on veut l'exploité parfait… pour remplir les poches de quelques patrons et actionnaires oisifs. Mais l'évaluation de ces derniers est toute faite : il faudra les virer dès que possible !

Pomme pourrie

La semaine dernière, on a eu droit à une pomme… en échange de remplir le formulaire de l'enquête de satisfaction annuelle. Sans blague ! A la question, s'il est satisfait d'être pressé, que va répondre le citron ? La question est pourrie, tout comme leur formulaire.

Il faut qu'on s'arrête

Faire prendre la pause à tour de rôle, ça prend du temps. Surtout quand il n'y a pas assez de remplaçants. Alors souvent, pour le dernier à partir, c'est trop tard.
Bref, on est tous d'accord : la meilleure solution est la pause collective !

3 novembre 2019

Ça ne passe pas comme une lettre à la Poste

Le 5 novembre, une quarantaine de facteurs du centre de tri de BPost à Charleroi ont débrayé et installé un piquet de grève bloquant. Ils dénoncent la nouvelle organisation des tournées, beaucoup trop chargées. Pour arriver à les faire, ils faisaient jusqu'à 7 heures supplémentaires non payées par semaine !

La direction a ainsi essayé de pressurer les facteurs encore plus, pour encore plus de profits pour les actionnaires. Mais le soir même de la grève, elle était bien obligée d'annoncer un renfort de 14 personnes.



6 semaines de grève chez General Motors aux Etats-Unis !

Depuis la mi-septembre, 31 usines de General Motors étaient à l'arrêt aux Etats-Unis, la grève la plus longue dans l'industrie de l'automobile depuis 1970 !

Les près de 50 000 travailleurs ont lutté pour une augmentation des salaires, l'embauche des intérimaires et des CDD et surtout pour qu'une partie des aggravations dramatiques de leurs conditions de travail de ces 10 dernières années soient annulées.

La grève était voulue et dirigée par l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile. Les dirigeants avaient été la cible de perquisitions, visiblement destinés à les intimider. La grève a été marquée par une importante solidarité de la part des travailleurs d'autres entreprises du secteur d'automobile et de la population laborieuse.

Le 25 octobre, la grève s'est terminée par une petite majorité de 57% contre 43%, après avoir obtenu satisfaction pour une partie seulement de leurs revendications et une prime liée à l'ancienneté de 11 000 euros pour les plus anciens. Mais au-delà de ce résultat, c'est d'avoir redressé la tête après tant d'années de reculs, et d'avoir repris la lutte, que ces travailleurs sont fiers.



Peters descend (un peu) sur terre...

Dans une interview dans Het Laatste Nieuws, Kris Peeters, parlementaire européen depuis peu, et ministre pendant 15 ans, a partagé le « choc » qu'il est en train de vivre. « Toutes ces années, je n'ai jamais dû me préoccuper de mes repas ». N'ayant plus de chauffeur, le voilà qui a dû s'acheter lui-même son ticket de métro à Londres ! Dur, dur la vie de parlementaire européen… avec près de 7 000 euros net par mois, plus d'autres indemnités !

Les larbins des patrons sont bien payés, mais les maîtres gagnent 100, 1 000, 10 000 fois plus !

On embauche…

400 000 personnes sont reconnues invalides en Belgique. Ce sont les femmes les plus touchées : en 20 ans, leur taux d'invalidité est passé de 4,3 à plus de 10% ! Qu'ont en commun une caissière de supermarché, une infirmière, une technicienne de surface ? Leur employeur leur impose d'en faire toujours plus avec moins de personnel. Ne dites plus « le Forem forme aux métiers en pénuries » mais « le Forem forme aux métiers invalidants »!

Chaud, la facture de chauffage

Comme 20% de la population, vous avez du mal à payer la facture d'électricité et du gaz ?



Ne cherchez plus !

Engie qui a distribué 1,8 milliards d'euros à ses actionnaires en 2018, a doublé son bénéfice net au premier semestre de cette année. Il y a de quoi de tous bien nous réchauffer !

Froid dans le dos

Electrabel, la filiale belge d'Engie, a un nouveau patron. Il s'agit de Johnny Thijs, l'ancien patron de la Poste qui en a fait BPost en supprimant des postiers, des agences et des services… pour permettre un maximum de profits aux actionnaires privés.

Pour les actionnaires d'Engie c'est apparemment la bonne personne à qui confier le parc des centrales nucléaires vétustes… Et en effet, il propose déjà de les prolonger de 20 ans.

Pour les actionnaires, cela signifie un maximum de profits pour un minimum d'investissements, car les centrales dont la construction a été financée par l'Etat, sont amorties depuis longtemps. Pour la population, c'est l'électricité chère avec le risque maximum.

Ce n'est pas notre facture

Le gouvernement sortant présente un budget avec un déficit 11 fois plus grand que prévu (11 milliards au lieu de 1 milliard).

Au même moment, la troisième de trois réformettes fiscales avec lesquelles le gouvernement prétendait vouloir taxer un tant soit peu les grandes fortunes, vient d'être annulée. Il s'agissait d'un impôt de 0,15 % (!) sur la valeur des titres financiers au-delà de 500 000 euros.

Les riches font s'évader plus de 30 milliards d'euros par an, les impôts des entreprises ont été baissé à 25 %, voire à 20 % pour les « PME ». Mais c'est toujours aux classes populaires que la facture est présentée. Que la bourgeoisie paye sa dette elle-même !

En un tour de magie

Miracle, la dette de l'Etat belge est retombée à 100% du PIB, la valeur qui est censée représenter l'ensemble des richesses créées en Belgique en un an (estimée actuellement à environ 460 milliards d'euros). Comment la Banque nationale calcule ce montant ? C'est justement cela qui vient de changer. Dorénavant, la production d'électricité des panneaux solaires des particuliers est incluse dans le PIB. Il y a 5 ans, on y avait même inclus le chiffre d'affaire de la prostitution et de la drogue !

Cela ne diminue pas la dette, n'augmente pas la croissance, mais ça donne la mesure de ce système désespéré de lui-même au point de maquiller les comptes en permanence. Il est urgent de nous en délivrer !



Syrie : le cynisme sans limite des puissants du monde capitaliste!

En annonçant dès le 7 octobre le retrait des forces spéciales américaines présentes dans le nord de la Syrie, Trump a donné le feu vert au président turc Erdogan pour lancer l'armée turque contre les Kurdes syriens. Le cynisme avec lequel les dirigeants américains ont ainsi abandonné ceux sur qui ils s'étaient appuyés pour reconquérir les territoires contrôlés par Daech choque légitimement partout dans le monde.

Trump est ensuite apparu comme celui qui peut remonter les bretelles à Erdogan en menaçant de « détruire l'économie turque ». Mais l'accord du cessez-le-feu conclu sans les principaux intéressés prévoit le désarmement des milices kurdes et l'occupation de fait par la Turquie du territoire frontalier de la Syrie. C'est un cadeau à Erdogan. Désarmé entre les forces islamistes, Bashar Al Assad et l'armée turque, le peuple kurde est promis à un nouveau drame sanglant !

Le cynisme des grandes puissances est sans limite, mais il n'est pas nouveau. Les États-Unis sont à la manœuvre aujourd'hui, mais ils ont été suivis, ou précédés selon les épisodes, par la France et la Grande-Bretagne, les premières à avoir dépecé cette région stratégique, riche en pétrole, en y traçant des frontières arbitraires, coupant notamment les populations kurdes en quatre morceaux. Cette politique criminelle n'a fait que se poursuivre et s'approfondir.

Dès 1979, la CIA a financé et équipé les milices islamiques qui combattaient la présence soviétique en Afghanistan. Ce soutien a permis à un certain Oussama Ben Laden de faire ses classes et de tisser un réseau solide, avant de se retourner contre ses maîtres en fondant al-Qaïda. Le djihadisme, dont l'éradication sert aujourd'hui à justifier interventions militaires et lois sécuritaires au nom de la « lutte contre le terrorisme », est un produit direct des manœuvres impérialistes.

En 2011, après 8 ans de guerre « contre le terrorisme » en Irak, le démocrate Obama en a retiré les troupes américaines. L'occupant américain a laissé derrière lui un peuple meurtri et un pays détruit par la guerre civile, découpé par ses soins en zones confessionnelles sur lesquelles prospéraient des milices islamistes. Parmi elles, al-Baghdadi, futur fondateur de Daech.

Quand, en 2011, le Printemps arabe toucha la Syrie, l'intervention des grandes puissances visa d'abord à remplacer le régime d'Assad par un autre, plus docile à leurs intérêts. Elles agirent pour remplacer la contestation sociale par une guerre civile et confessionnelle. Les interventions des puissances régionales– l'Arabie saoudite, la Turquie, mais aussi le Qatar, l'Égypte et l'Iran – tour à tour encouragées et modérées par les États-Unis, transformèrent la Syrie en champ de bataille entre milices concurrentes. Après la population de l'Irak, c'était autour de celle de la Syrie de subir la terreur moyenâgeuse des milices islamistes en plus de celle du régime d'Assad, auxquels allaient s'ajouter les bombardements russes, américains… et belges.

Car lorsque Daech, née en Irak, réussit à s'imposer sur un vaste territoire en proclamant l'État islamique au Levant et en Irak, les grandes puissances durent changer leur fusil d'épaule. D'un côté, elles remirent le dictateur Assad dans le jeu, et tant pis s'il était responsable de la mort de dizaines de milliers de prisonniers politiques et qu'il avait bombardé sa propre population. De l'autre, les États-Unis et leurs alliés, dont la Belgique, formèrent une coalition pour combattre Daech. Cette coalition s'appuya sur les milices kurdes syriennes, encadrées par leurs conseillers militaires et appuyées par leurs avions. Au prix de lourdes pertes, les milices kurdes et les Forces démocratiques syriennes (FDS) reconquirent, ville par ville, le territoire occupé par Daech.

Comme ceux du Kurdistan irakien, les nationalistes kurdes de Syrie espéraient profiter de cette alliance pour conserver durablement le petit espace d'autonomie conquis au nord du pays à la faveur de la guerre civile. L'espoir aura été de courte durée.

Cette trahison des dirigeants occidentaux montre encore une fois que l'ordre mondial imposé par les grandes puissances ne laisse aucune place à l'autodétermination des peuples. Qu'il s'agisse des Kurdes, des Palestiniens ou d'autres, les grandes puissances n'agissent qu'en fonction de leurs propres intérêts et de ceux de leurs sociétés, pétrolières ou autres.

La domination de l'impérialisme ne mène qu'au chaos et à la guerre permanente, avec le risque de plonger le monde dans une guerre généralisée. Les discours de lutte anti-terroriste visent à nous mettre en rang derrière les gouvernements occidentaux et leurs intérêts meurtriers. La seule lutte juste pour le camp des travailleurs, est celle contre le système barbare qui est le capitalisme !

Payer, payer, payer: les communes font les poches de la population laborieuse

A La Louvière, depuis le conseil communal de fin septembre, il faut payer plus pour obtenir des documents administratifs, payer plus cher pour un certain nombre d'inhumations et dispersions de cendres. Quant à la taxe additionnelle à l'impôt, elle passe à son maximum : 8,8%. De nombreuses taxes tombent aussi sur les petits commerces. Pour certains, très petits, ce sera peut-être la taxe de trop. Les autres les répercuteront sur leurs prix… et c'est encore la population qui paiera !

Pourtant les salaires n'augmentent pas, les pensions régressent et les allocations de chômage aussi ! Par contre le nombre de millionnaires et les profits des entreprises augmentent !

Austérité mortelle

Les pompiers sont souvent exposés à des substances cancérigènes lors de leurs interventions. Selon une étude américaine, ils courent 26% plus de risque de cancer que le reste de la population. Une chose importante pour prévenir ce risque, est de décontaminer les vêtements après chaque intervention.

Or, les pompiers de la zone de secours Hainaut-Centre n'ont qu'une seule veste par personne ! Et quand elle est en train d'être lavée, ils sont censés intervenir en t-shirt ?

Voler les pauvres pour donner aux riches

Le CPAS fait des économies, notamment en supprimant l'aide médicale à domicile. Selon les informations du PTB, le CPAS a également décidé d'augmenter les prix des maisons de repos de 10% dans les deux ans à venir. Le CPAS de Charleroi a annoncé une mesure similaire. Pourtant, les prix des maisons de repos en Wallonie ont déjà augmenté de 26,4% en 5 ans, ce qui est loin d'être le cas des pensions !



Les assistés

En 2017, le patronat a pu bénéficier d'une baisse de ses cotisations sociales de 5,8 milliards d'euros et de subsides salariaux de 7,2 milliards, un cadeau total de 13 milliards d'euros ! Ce chiffre ne cesse d'augmenter. En 1996, il s'élevait à 2 milliards.

Bon an, mal an, la cadeau gonfle, et les caisses de la sécurité sociale se vident. Jusqu'à ce qu'on inverse la vapeur.

Durobor

Après des années de pillage par divers patrons vautours qui ont pris l'argent pour s'enrichir, la gobeleterie Durobor à Soignies pourrait être reprise par les travailleurs.
Le Conseil communal de La Louvière a voté « à l'unanimité » une motion de soutien, c'est bien.

Mais ce ne sera pas monsieur Gobert qui mettra fin au vol organisé de ces pilleurs d'entreprises, soutenus par ses amis socialistes de la Région wallonne.

Le premier problème dans la région, c'est le chômage, et ce sont les bas salaires. C'est à cause de la crise qu'il y a moins de travail? Mais les travailleurs ne sont pas responsables de la crise! Tôt ou tard, il faut qu'on fasse payer les capitalistes pour imposer la répartition du travail entre tous et l'augmentation des salaires!

Système dégage

Dans toutes les communes populaires, le scénario est le même. A Tournai et Charleroi, par exemple, c'est le prix des poubelles qui a augmenté, et pas un peu!

En Flandre aussi, de nombreuses communes augmentent l'impôt communal.

Les communes font les huissiers pour faire payer les travailleurs à la place de la classe capitaliste, seule à profiter des dépenses de l'Etat.

C'est tous ensemble qu'on pourra se défendre !


La place du système capitaliste est ici

Des pros à la tête de Nethys

Les trois nouveaux administrateurs de Nethys ont donc viré Stéphane Moreau, Bénédicte Bayer et Pol Heyse sans indemnités. Ces C4 sont peut-être la seule chose qu'ils n'ont pas volée. En tout, il semble qu'ils ont touché le pactole quand même.

Mais qui sont les nouveaux administrateurs ? Jean-Pierre Hansen, vice-président de la FEB et ancien dirigeant d'Electrabel où il a baissé l'emploi et les salaires ; Laurent Lauvaux, un « McKinsey boy » qui siège aussi dans les conseils d'administration de BPost et Proximus, toutes deux des entreprises ex-publiques, aujourd'hui très, très rentables pour les actionnaires au détriment des travailleurs et des usagers… ; Bernhard Thiry, ex-CEO d'Ethias...

Exit donc les voleurs provinciaux qui servent leurs petits copains et ne sont pas foutus de ne pas se faire prendre la main dans le sac. Place aux vrais pros… de « l'optimisation » des budgets au profit des vrais gros riches !